



PRISE DE PAROLE

Comité de lancement de la convention de revitalisation DURA LINE

Intervention d'Eric GRANATA, Secrétaire général UD CGT 73

Ce mardi 9 juillet 2024, la CGT Savoie a participé à la négociation de la convention de revitalisation du bassin de Motz (en Chautagne) à la suite du PSE de l'usine DURA LINE. Voici l'essentiel de notre prise de parole :

« La CGT Savoie ne connaît pas particulièrement la situation mais nous tenons à nous exprimer devant Monsieur le Préfet, les services de la DDETSPP et les élus des différentes collectivités territoriales. Nous avons quelques questions et bien entendu des propositions.

L'entreprise DURA LINE a fermé son usine alors qu'elle était bénéficiaire et a déclenché un PSE avec 62 emplois supprimés.

Y-a-t-il eu un contrôle de l'Inspection du Travail sur ce chiffre ? L'entreprise n'a-t-elle pas imposé des ruptures conventionnelles ou autres en amont pour abaisser sa contribution à la convention ?

Au passage, nous reprenons **la revendication du syndicat CGT de la DDETSPP de créations de postes pour assurer l'ensemble des missions.**

La convention prévoit une subvention de 6 000 € pour chaque création d'emplois dans une entreprise.

Comment les services de la DDETSPP vérifient qu'il s'agit bien d'une création et non pas d'un simple remplacement d'un(e) salarié(e) dans les entreprises bénéficiaires ?

Cette question du **contrôle des subventions pour éviter des effets d'aubaine** s'applique aussi aux autres axes d'interventions de la convention.

La CGT Savoie profite de cette réunion pour donner des nouvelles à Monsieur le Préfet, représentant du gouvernement, et aux élus des collectivités de Chautagne des **182 ouvriers licenciés de l'usine FERROPEM CHATEAU FEUILLET à La Léchère.**

Au passage : Eux aussi ont « bénéficié d'un PSE social » et le territoire d'une convention de revitalisation... Beaucoup d'ouvriers n'ont toujours pas retrouvé un vrai emploi avec un CDI et un vrai salaire pour permettre à leur famille de survivre. Et la dépollution de la friche industrielle va être à la charge des collectivités...

Voilà la triste réalité des salariés licenciés sous l'autel du Profit.

Alors **pour empêcher ces licenciements boursiers** mais aussi pour imposer la démocratie « à l'entreprise », la CGT propose

- ➔ La création d'un **Comité départemental d'attribution et de suivi des aides publiques** (et privées dans le cadre d'un plan de revitalisation) associant les Services de l'Etat, les collectivités locales, le patronat et les organisations syndicales.

- Par ailleurs, la CGT revendique la mise en place de droits et moyens syndicaux interprofessionnels.
- La mise en place d'un **droit de véto des CSE** pour permettre la reprise effective de l'activité industrielle. Et donc **défendre nos industries, nos Services Publics et notre Climat face aux Capitalistes !**

Pour conclure, la CGT Savoie rappelle que DURA LINE produisait des gaines pour la fibre électrique, enjeu industriel majeur pour assurer la transition technologique des communications.

Comment, tous ensemble (organisations syndicales, élus de la République et gouvernement), luttons-nous pour la réindustrialisation de notre Nation ? »

Le mardi 9 juillet 2024, à la Préfecture de la Savoie.